

Service d'infrastructure de la défense Atlantique

Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP

Objet du marché

BASE AERONAVALE de Landivisiau (29) – Construction d'une nouvelle station d'épuration

Mission de contrôle technique (S+L+VIEL)

S O M M A I R E :

1	DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1	Objet du marché	2
1.2	Présentation de l'opération	2
1.3	Parties techniques	2
1.4	Intervenants de la mission.....	2
2	CONTENU DE LA MISSION.....	3
2.1	Missions	3
2.2	Délai d'exécution	3
2.3	Présentation des documents	4
2.4	Réunion	4
2.5	Divers.....	4

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent document concerne un marché pour une « mission de contrôle technique (L+S+VIEL) » dans le cadre de l'opération « Construction d'une nouvelle STEP en CCAEM »

A titre indicatif, le coût de marché de travaux est estimé par l'administration à 3 700 000 € HT. La durée prévisionnelle du marché de CCAEM est de 38 mois hors période entretien et maintenance

1.2 Présentation de l'opération

La synthèse de l'opération est jointe en annexe 1.

1.3 Parties techniques

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques (au sens de l'article 22 du CCAG-PI) définies ci-après :

Parties techniques	Contenu de la partie technique	Elément de maîtrise d'œuvre correspondant
Partie 1	Etudes préliminaires - conception	
	1.1 Examen offres CCAEM (2 à 4 offres maximum)	APS et APD
	1.2 Examen des documents relatifs à la mise au point de l'APS	
	1.3 Examen des documents relatifs à l'APD	
Partie 2	Etudes de PROJET	
	2.1 Examen des documents relatifs aux études de projet	PRO/ACT
	2.2 Etablissement d'un rapport initial de contrôle technique (RICT)	
Partie 3	Réalisation des travaux	
	3.1 Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	VISA
	3.2 Examen sur le chantier des travaux et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	DET
Partie 4	Réception des travaux	
	4.1 Etablissement d'un rapport final de contrôle technique avant la réception des travaux	AOR
	4.2 Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques	

La date de démarrage des différentes parties techniques sera prescrite par un ordre de service.

1.4 Intervenants de la mission

1.4.1 Conduite d'opération

La fonction de conducteur d'opération est assurée par le chef du bureau « génie civil n°2 » de la division Investissement du service d'infrastructure de la défense Atlantique, représenté par un ingénieur du bureau.

1.4.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement du CCAEM.

1.4.3 Coordonnateur SPS

Pour l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SPS technique qui sera nommé ultérieurement.

1.4.4 Désignation d'un correspondant par le titulaire :

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner les intervenants et au moins un remplaçant et de faire figurer leurs nom et références en annexe de l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau intervenant est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction.

2 CONTENU DE LA MISSION

Les principes généraux d'intervention du contrôleur technique sont définis par les articles R.111-29 à R. 111-42 du code de la construction et de l'habitation. Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées par le CCTG/CT (notamment les articles 10, 11, 12 13 et l'annexe B) et la norme N.F.P 03-100.

Le contrôleur technique contribue à la prévention des aléas techniques pouvant être rencontré dans la réalisation des ouvrages.

2.1 Missions

Les missions du contrôleur technique se composent des deux missions de base suivantes :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;

Ces missions de base sont définies dans l'annexe A de la norme N.F.P 03-100.

Le contrôleur technique effectuera en outre la mission complémentaire suivante :

- VIEL : Relative à la vérification initiale des installations électriques en application de l'article 53 de l'arrêté du 14.11.1988.

Pendant l'exécution, l'examen des différents documents donnera lieu à des avis du titulaire.

Le titulaire produira une version du rapport final de contrôle technique (RFCT) :

- un mois avant la fin présumée du marché de travaux ;
- à la réception du marché de travaux ;
- à la levée de réserves.

Le titulaire produira un rapport particulier pour la vérification initiale des installations électriques et effectuera les mises à jour de ce rapport au fur et à mesure des levées de réserves.

2.2 Délai d'exécution

Les délais estimés pour chaque livrable sont fixés par l'ordre de service (OS) sans que ce délai puisse être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification de l'OS.

Chaque délai se termine le jour de la remise par le titulaire du document sanctionnant l'étude prescrite, établi conformément aux dispositions des clauses techniques.

2.3 Présentation des documents

Le titulaire remettra au conducteur d'opération les rapports provisoires et les avis en 1 exemplaire informatique (mail internet ou Clé USB) et 1 exemplaire papier.

A la fin de la partie technique, il remettra une Clé USB récapitulant de façon ordonnée tous les documents produits.

2.4 Réunion

Les réunions de chantier, auxquelles participera le CT, se dérouleront **1 fois par semaine**. Ces réunions pourront avoir lieu dans les locaux de l'administration ou bien sur le chantier.

Les pénalités pour absence sont précisées au AE-CGAchats.

2.5 Divers

Le titulaire est tenu d'effectuer une inspection commune avec le coordonnateur SPS avant toute intervention.

Si le titulaire ne reçoit pas les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il le signalera au conducteur d'opération.